

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES: DÉCONFITURE DE LA DROITE ESPOIR POUR LES TRAVAILLEURS...

Pour certains candidats aux élections municipales, la course à "l'écharpe tricolore" tient lieu de doctrine. A partir de cette conception, toutes les tactiques, les alliances sont bonnes pourvu qu'elles mènent à la mairie. C'est pourquoi on a pu observer au cours de la dernière campagne, des alliances contre-nature de pôles extrêmes. Il ne s'agit pas des communistes. Les listes de Front Populaire qu'ils présentaient à l'électeur sont logiques de leur point de vue, qui est de défendre les «mairies ouvrières». Face à un bloc de droite U.N.R.-Indépendants, il était normal que la tendance ouvrière s'associât pour faire le barrage.

Par contre la position des candidats S.F.I.O. est beaucoup plus discutable. Ils n'ont pas craint, quand leur collusion avec les communistes leur assurait le succès, de «désobéir» aux mots d'ordre de leur parti. Ni pour les mêmes raisons de s'associer au M.R.P. ou d'accepter les désistements U.N.R. Cette extraordinaire souplesse tactique leur a permis de maintenir la représentation socialiste dans les communes qui auraient été négligeables dans un scrutin proportionnel.

Que penser de ces élections municipales?

La grande leçon à en tirer est que les «oui» accordés à De Gaulle en novembre dernier se sont transformés en «non» à la politique que mène le chef de la République et son gouvernement. Bien sûr il s'agit de cette masse d'électeurs indécis, toujours prêts à offrir leurs voix aux hommes-miracles. Avant-hier c'était Pujade, hier De Gaulle, aujourd'hui les communistes et leurs commensaux des listes d'Union. Mais cela signifie-t-il qu'un grand courant de gauche se prépare à contre-balancer l'action des hommes du 13 mai?

Les communistes qui tirent profit de leurs gains le prétendent. Ces gains sont réels certes, quoi qu'en dise l'éminent mathématicien que s'est révélé être notre ministre de l'Intérieur M. Berthoin. Mais la précarité des alliances conclues sur le terrain communal fait peu de doute. Une fois les sièges répartis entre les colistiers, le P.C. reprend son visage hermétique, les socialistes recouvrent le giron conservateur de M. Mollet et les radicaux s'enferment dans leur certitude de posséder la clé du marasme. A l'échelle des organisations, il est donc peu probable que les listes "Front Populaire" aient leur prolongement. Mais leurs électeurs déçus par le gaullisme, orientés habilement sur le terrain du travail par les propagandistes de la C.G.T. pourront multiplier les actions communes avec les autres syndicats pour faire valoir des revendications que la situation faite par les mesures Pinay-Rueff rend nécessaires. Déjà, dans les grandes villes de province, la population laborieuse, touchée par le chômage, la récession, les hausses du coût de la vie et l'augmentation des charges fiscales, des mouvements de grève s'organisent dont tout laisse prévoir une ampleur prochaine.

Le gouvernement Debré, dont les jours pourraient être comptés, alarmé par la victoire des «gauches» et par l'éclosion des grèves dans les grands secteurs du pays, ne peut avancer, à son actif, que les décrets d'intéressement des travailleurs à la marche de leur entreprise (disposition que le C.N.P.F. vient de décommander vivement au patronat, après l'avoir accueillie chaudement. Le C.N.P.F. ne croirait-il plus à la survivance de l'expérience De Gaulle?).

Ne vient-on pas de lire un récent communiqué de l'U.N.R. réclamant au général le versement de la

retraite du Combattant (financée d'ailleurs par la Loterie Nationale) et l'abolition de la franchise de 3.000 francs de la Sécurité Sociale (financée par les travailleurs). Si la droite française pense que le mécontentement manifeste des électeurs fut motivé par ces seules mesures rétrogrades, elle se trompe lourdement.

Ce que l'électorat avait exprimé par son «oui», et vient de le formuler par son «non», c'est sa soif de justice sociale et sa volonté de voir se régler rapidement le conflit algérien.

Les électeurs, et en particulier les travailleurs, ont eu tort de penser que De Gaulle pouvait satisfaire cette soif et donner raison à cette volonté.

Il leur faudra maintenant recourir à une action plus directe que le bulletin de vote, s'ils veulent imposer leur politique.

Michel PENTHIE.
